CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 27 OCTOBRE 2017 PRINCIPALES DÉCISIONS

Le Conseil d'administration de l'ARES s'est réuni le 27 octobre 2017. Il a notamment pris les décisions suivantes.

01. / Avis sur l'avant-projet de décret portant financement du programme de recherche fondamentale intercommunautaire

Le Conseil d'administration a émis un avis favorable, moyennant trois modifications, sur l'avant-projet de décret portant financement de la recherche fondamentale intercommunautaire. Ces modifications portent sur des mentions figurant à l'article 18 et concernent notamment la composition du comité de gestion, le transfert des fonds éventuellement non utilisés et les règles d'utilisation des soldes du budget.

Ce décret accordera une subvention annuelle de minimum 13 910 617 € destinée à financer un programme de recherche fondamentale intercommunautaire EOS créé au sein du FRS-FNRS et doté d'une autonomie comptable et de gestion.

Ce Fonds EOS (EOS pour « The Excellence Of Science ») a pour but de soutenir des consortiums interuniversitaires et intercommunautaires de groupes de recherche avec l'objectif de stimuler les interactions scientifiques et développer des collaborations. Toutes les disciplines scientifiques sont éligibles.

L'avis, qui est transmis au Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, peut être consulté sur le site Internet de l'ARES à l'adresse : www.ares-ac.be/a-propos/instances/conseil-d-administration/avis

02. / Avis sur l'avant-projet de décret portant financement spécifique de la recherche en art

Le Conseil d'administration a émis un avis favorable sur l'avant-projet de décret portant financement spécifique de la recherche en art.

Ce décret vise à créer, au sein du FRS-FNRS, un Fonds associé dédié à la recherche et baptisé FRArt (Fonds de Recherche en Art) qui sera doté d'une autonomie comptable et d'un conseil d'administration. Le Conseil a souligné l'importance de respecter, dans la composition de ce Fonds, les différents équilibres qui structurent l'enseignement supérieur artistique.

Les projets de recherche en art du FRArt seront menés par des artistes titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur ou faisant preuve d'une pratique de recherche artistique reconnue. Ils seront menés à titre individuel ou collectif, en dehors de tout doctorat, et seront validés par une ou plusieurs écoles supérieures des arts.

L'avis, qui est transmis au Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, peut être consulté sur le site Internet de l'ARES à l'adresse : www.ares-ac.be/a-propos/instances/conseil-d-administration/avis

03. / Avis sur la proposition de décret modifiant le décret « Paysage » du 7 novembre 2013 en matière de délivrance d'attestations de diplôme et de certificat

Le Conseil d'administration a émis un avis favorable sur la proposition de décret modifiant le [décret « Paysage »](#) en matière de délivrance d'attestations, de diplômes et de certificat.

Cette modification vise à permettre l'octroi à tout détenteur d'un diplôme ou d'un certificat de l'enseignement supérieur d'une attestation reprenant sa nouvelle identité, en cas de changement de sexe, de nom et/ou de prénom. Cette attestation aura une forme commune dont le modèle sera fixé par le Gouvernement.

Ce dispositif vise à combler un vide juridique pointé comme étant une source de discrimination, particulièrement à l'égard des personnes transgenres, sur le marché de l'emploi.

L'avis, qui est transmis au Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, peut être consulté sur le site Internet de l'ARES à l'adresse : www.ares-ac.be/a-propos/instances/conseil-d-administration/avis

04. / Avis sur l'avant-projet de décret relatif à la poursuite de la carrière après l'âge de la pension de retraite du personnel enseignant, scientifique, administratif et technique des hautes écoles, des écoles supérieures des arts et des universités

Le Conseil d'administration a émis un avis réservé sur l'avant-projet de décret relatif à la poursuite de la carrière après l'âge de la pension de retraite du personnel enseignant, scientifique, administratif et technique des hautes écoles, des écoles supérieures des arts et des universités.

Il a en effet estimé que ce texte présentait des problèmes techniques et de forme nécessitant une analyse et une réflexion plus approfondies. Parmi les réserves qui ont été formulées figurent le fait que le texte fait fi de l'enseignement supérieur de promotion sociale, les coûts supplémentaires et les difficultés de gestion des ressources humaines qu'il générera et la mise en œuvre trop rapide des dispositions du décret (année 2017-2018).

Rappelons que ce projet de décret étend aux universités, aux hautes écoles et aux écoles supérieures des arts de la Fédération Wallonie-Bruxelles la faculté, déjà en vigueur dans les services du Gouvernement et les OIP, de permettre aux agents qui en font la demande de se maintenir en activité pendant un an au-delà de 65 ans.

L'avis, qui est transmis au Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, peut être consulté sur le site Internet de l'ARES à l'adresse : www.ares-ac.be/a-propos/instances/conseil-d-administration/avis

05. / Habilitations – Avis de l'ARES relatifs à trois nouvelles habilitations pour l'année 2018-2019 et à plusieurs demandes de corrections

Le Conseil d'administration a marqué son accord pour soutenir l'octroi de trois nouvelles habilitations à partir de l'année 2018-2019 : le bachelier de spécialisation en préparation physique et entraînement dispensé en codiplômation par la Haute École Charlemagne (HECH), la Haute École de la Province de Liège (HEPL) et la Haute École libre mosane (HELMO), le bachelier en coaching sportif dispensé en codiplômation par la Haute École Charlemagne (HECH) et la Haute École de la Province de Liège (HEPL) et le master de spécialisation en science des données, Big data à l'Université libre de Bruxelles (ULB).

Ces demandes d'habilitations ont été acceptées par le Conseil d'administration malgré le moratoire en cours dans la mesure où elles entrent dans le périmètre des exceptions possibles. Les deux premières demandes d'habilitation visent en effet le passage d'une coorganisation existante à une codiplômation et la troisième vise une collaboration avec la Vrije Universiteit Brussel (VUB) qui avait reçu un accord de principe du Conseil d'administration de l'ARES l'année académique passée.

Rappelons que lors de sa séance du 23 mai 2017, le Conseil d'administration a décidé d'un moratoire sur les demandes d'habilitation afin de mener une réflexion sur la multiplication de l'offre de formations en Fédération Wallonie-Bruxelles et sur sa régulation.

Il avait donc été convenu qu'il n'y aurait pas d'introduction de nouvelles demandes d'habilitations en octobre 2017 ni de nouvelles habilitations pour l'année académique 2018-2019 mais que cette suspension ne s'appliquait pas à d'éventuelles réformes en cours (FIE, kinésithérapie) ni à des décisions d'habilitations antérieures.

Les trois demandes d'habilitation seront transmises au Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Toujours en matière d'habilitations, le Conseil d'administration a également marqué son accord sur plusieurs demandes de corrections qu'il y aurait lieu d'apporter à celles adoptées le 18 juillet 2017 par le décret modifiant les habilitations visées par le décret « Paysage » et par celui du 12 décembre 2000 définissant la formation des instituteurs et des régents.

Les deux avis, transmis au Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, peuvent être consultés sur le site Internet de l'ARES à l'adresse : www.ares-ac.be/a-propos/instances/conseil-d-administration/avis

06. / Signature d'un mémorandum d'entente entre l'Agence universitaire de la Francophonie et l'ARES

Le Conseil d'administration a approuvé le principe de la signature entre l'AUF (Agence universitaire de la Francophonie) et l'ARES d'un mémorandum visant à développer des collaborations telles que la participation à des projets internationaux, la valorisation et le partage de l'expertise des établissements d'enseignement supérieur auprès de des membres de l'AUF, des échanges systématiques d'informations, le renforcement de la visibilité internationales de ces établissements, le soutien à l'action francophone dans les programmes internationaux.

Ce rapprochement entre l'AUF et l'ARES est effectué dans une perspective de complémentarité à l'adhésion individuelle des établissements d'enseignement supérieur déjà membres de l'AUF. Il offre l'opportunité à ceux qui n'en sont pas membres de bénéficier des avantages d'une adhésion.

07. / Formation continue – certificats d'université et de haute école

Le Conseil d'administration a attesté de la conformité de cinq certificats, à savoir quatre d'universités et un de haute école, aux critères fixés par le [décret « Paysage »](#) pour qu'un établissement d'enseignement supérieur puisse délivrer un certificat et octroyer aux étudiants les crédits obtenus pour les enseignements suivis avec succès.

Il s'agit du certificat de la Haute École de la Province de Hainaut- Condorcet (HEPH) en « Gestion entrepreneuriale à orientation agronomique, technique, sociale, paramédicale, économique ou en arts appliqués ».

Pour les universités, il s'agit des certificats en « Orthopédie et revalidation des équidés » (ULiège), en « Soins intégrés en oncologie ambulatoire » (ULB), en « Psychothérapie centrée sur la personne et expérientielle » (UCL) et du certificat interuniversitaire en « Approche pratique et pluridisciplinaire de la physiologie et des pathologies de l'éveil et du sommeil » (ULB, ULiège, UCL).

Rappelons que l'article 74 du décret « Paysage » attribue à l'ARES la mission d'attester de la conformité d'une formation continue aux critères fixés.

08. / Arrêté du Gouvernement de la Communauté française classant les cours dans les écoles supérieures des arts

Le Conseil d'administration a approuvé les ajouts d'intitulés et modifications d'intitulés dans les domaines de la musique et des arts plastiques visuels et de l'espace qui lui ont été proposés par la Chambre des écoles supérieures des arts (ESA) de l'ARES.

Lors de l'adoption du [décret « Diverses mesures »](#) du 16 juin 2016, une nouvelle manière de formuler le libellé des grades du domaine de la musique avait été adoptée. Dès lors, la manière dont sont rédigés les intitulés génériques des cours principaux dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française (AGCF) du 10 juin 2015 classant les cours dans les ESA était devenue inadaptée.

C'est pourquoi, la chambre des ESA a demandé au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche de bien vouloir mettre en conformité l'AGCF en question. Le ministre ayant demandé à ce que des propositions lui soient soumises, ce sont celles-ci que le Conseil d'administration a approuvées et qui seront adressées au ministre.

—